

# Commission ontarienne d'examen

## Rapport annuel

---

Exercice financier allant du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2012



# TABLE DES MATIÈRES

|  |    |
|--|----|
| Message du président.....                                  | 2  |
| Aperçu de la Commission ontarienne d'examen .....          | 3  |
| Aperçu de la Commission ontarienne d'examen .....          | 4  |
| Organisation de la Commission ontarienne d'examen .....    | 5  |
| Complexité croissante des audiences de la Commission ..... | 6  |
| Mesures du rendement et objectifs .....                    | 7  |
| En résumé.....   | 11 |
| Membres de la Commission.....                              | 12 |
| Personnel de la Commission.....                            | 16 |
| Information financière.....                                | 17 |



151, rue Bloor Ouest, 10<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5S 2T5  
Téléphone : 416 327-8866  
Télécopieur : 416 327-8867

## Message du président

Comme le présent document en fait foi, la Commission ontarienne d'examen a tenu l'année dernière un nombre record d'audiences concernant des personnes ayant fait l'objet d'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux. Ce nombre, bien qu'il ne soit que légèrement supérieur à celui de l'année précédente, confirme que les personnes atteintes d'une maladie mentale qui commencent à avoir des démêlés avec le système de justice pénale demeurent une préoccupation importante.

Parallèlement, nous sommes conscients des efforts déployés par l'entremise de programmes innovateurs visant à « soustraire » bon nombre de ces personnes des tribunaux et des systèmes de la Commission d'examen plus tôt au cours du processus. À mon avis, ces efforts porteront leurs fruits. Il y a plus particulièrement le travail des divers tribunaux spécialisés dans les problèmes de santé mentale, la « déjudiciarisation des accusés atteints de troubles mentaux » du ministère du Procureur général et les différents programmes de déjudiciarisation « préalables à l'arrestation » qui se sont avérés très efficaces.

La Commission d'examen, quant à elle, continue de s'acquitter du mandat que lui confère la loi énoncé dans la partie XX.1 du *Code criminel du Canada*, avec la participation de ses nombreux membres et le soutien d'un bureau administratif très efficace. La Commission et ses membres se consacrent à tenir des audiences efficaces qui respectent les délais fixés par la loi.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Richard D. Schneider'.

L'honorable juge Richard D. Schneider

## Aperçu de la Commission ontarienne d'examen

La Commission ontarienne d'examen est un tribunal unique qui forme, avec ses homologues, un élément crucial du système canadien de justice. Bien qu'elle fonctionne dans la province de l'Ontario, la Commission ontarienne d'examen est régie par la loi fédérale et non provinciale.

Constituée aux termes de la partie XX.1 du *Code criminel*, la Commission ontarienne d'examen exerce un rôle clairement défini :

*Une commission d'examen est constituée ou désignée pour chaque province; elle est constituée d'un minimum de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province et est chargée de rendre ou de réviser des décisions concernant les accusés qui font l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou qui ont été déclarés inaptes à subir leur procès... (partie XX.1)*

Bien que le rôle de la commission d'examen soit le même dans chaque province, le *Code criminel* stipule que la « commission est réputée avoir été constituée en vertu du droit provincial ». Le Code reconnaît ainsi le fait que l'efficacité et l'efficacite de la commission de chaque province dépendent de ses liens avec les établissements psychiatriques et le système de soins de santé mentale de chaque province.

Les procédures de la Commission ontarienne d'examen sont régies uniquement par le *Code criminel* et la *Loi sur les enquêtes publiques*. Contrairement aux organismes d'arbitrage créés aux termes d'une loi provinciale, la Commission ontarienne d'examen n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*. Les appels des décisions de la Commission ontarienne d'examen sont interjetés devant la Cour d'appel de l'Ontario.

## Aperçu de la Commission ontarienne d'examen

La Commission ontarienne d'examen est habilitée à prendre des décisions relatives à toute personne que le *Code criminel* désigne comme « accusé » et que les tribunaux ontariens ont jugée inapte à subir son procès ou qui a fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité en raison de troubles mentaux par suite d'une infraction criminelle.

L'accusé jugé inapte à subir son procès demeure assujéti à la compétence de la Commission ontarienne d'examen jusqu'à ce que cette dernière détermine qu'il est apte à subir un procès. L'accusé est alors renvoyé devant les tribunaux et, si le verdict est confirmé, l'affaire suit le cours normal de la procédure pour les infractions qu'il a commises.

Dans le cas de l'accusé qui a fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité en raison de troubles mentaux, la Commission ontarienne d'examen a la responsabilité de tenir une audience et de rendre une décision pour chaque accusé vivant dans son territoire de compétence, en tenant compte de la « *nécessité de protéger le public face aux personnes dangereuses, de l'état mental de l'accusé et de ses besoins, notamment de la nécessité de sa réinsertion sociale* ».

Ces facteurs complexes doivent être pris en compte à chaque audience de la Commission ontarienne d'examen. Ils entraînent d'importantes conséquences pour la liberté des personnes et la sécurité du public. Les appels des décisions de la Commission sont interjetés directement devant la Cour d'appel de l'Ontario, ce qui témoigne en outre de l'importance des décisions de la Commission en ce qu'elles touchent ces droits fondamentaux de la personne.

Les jugements que rend la Commission ontarienne d'examen sont appelés décisions. À la suite d'une audience, la Commission ontarienne d'examen rend l'une des trois décisions suivantes :

- 1) une décision portant libération inconditionnelle;
- 2) une décision portant libération de l'accusé sous réserve des conditions jugées indiquées;
- 3) une décision portant détention de l'accusé dans un hôpital sous réserve des conditions jugées indiquées.

Dans le cas des accusés en détention dans un hôpital, la Commission ontarienne d'examen émet un mandat de détention, tel que le prévoit le *Code criminel*.

Les libérations conditionnelles mises à part, la Commission ontarienne d'examen doit réviser ses décisions au moins une fois tous les douze mois.

Les parties à une audience peuvent comprendre l'accusé, le responsable de l'hôpital où l'accusé est ou pourrait être détenu ou doit se présenter et un représentant du procureur général. Toutes les autres personnes qui ont un intérêt important à l'égard des procédures afin de protéger les intérêts de l'accusé peuvent être parties à l'audience, si la Commission ontarienne d'examen est d'avis qu'il est juste de désigner ces personnes comme des parties.

## Organisation de la Commission ontarienne d'examen

Pour remplir son mandat en vertu du *Code criminel*, la Commission ontarienne d'examen a adopté un mode de fonctionnement semblable à celui des tribunaux.

Au 31 mars 2012, la Commission ontarienne d'examen se composait de 164 membres. Outre le président, les membres de la Commission comprennent 45 présidents suppléants, 11 membres de la profession juridique, 63 psychiatres, 18 psychologues et 26 membres du public. Tous sont résidents de l'Ontario. Les membres de la Commission sont nommés par décret.

### Composition de la Commission

Le *Code criminel* stipule que le président de la Commission d'examen d'une province doit être un juge ou un juge à la retraite de la cour fédérale, d'une cour supérieure d'une province ou d'une cour de district ou de comté ou une personne qui remplit les conditions de nomination à un tel poste. Par définition, le terme « président » s'entend non seulement du président nommé par le conseil des ministres provincial, mais également de tout autre membre compétent que le président désigne comme « président suppléant » pour agir en son nom. En Ontario, le président nomme des présidents suppléants qui sont habituellement des avocats comptant 10 ans ou plus d'expérience, des juges ou des juges à la retraite.

Le *Code criminel* précise également que le quorum de la Commission ontarienne d'examen est constitué de trois de ses membres. Chaque audience doit être dirigée par le président ou un président suppléant, un psychiatre et un autre membre. En Ontario, cinq représentants de la Commission assistent normalement aux audiences de la Commission ontarienne d'examen : le président ou le président suppléant, deux psychiatres ou un psychiatre et un psychologue, un membre de la profession juridique et un membre du public.

### Audiences de la Commission

Une audience initiale, tenue après qu'une personne a été jugée inapte à subir son procès ou a fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité en raison de troubles mentaux à l'égard d'une infraction criminelle, se tient habituellement à l'hôpital où l'accusé est détenu, dans celui où on lui enjoint de se présenter ou dans un palais de justice. La Commission ontarienne d'examen ne tient plus d'audiences dans les établissements correctionnels ni dans les centres de détention. La Commission doit tenir une audience initiale dans un délai de 45 à 90 jours après la décision du tribunal.

Un examen annuel est nécessaire si l'accusé est déjà assujéti à la compétence de la Commission ontarienne d'examen. Les examens annuels ont lieu à l'établissement psychiatrique désigné par la province où l'accusé est détenu ou auquel il se rapporte, dans un palais de justice ou dans d'autres salles ouvertes à la population.

L'accusé déclaré inapte à subir son procès doit être représenté par un avocat aux audiences tenues par la Commission ontarienne d'examen, et la plupart des accusés qui ont fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité à l'égard d'une infraction criminelle en raison de troubles mentaux sont également représentés par un avocat. À chaque audience, les preuves présentées par l'hôpital où l'accusé est détenu ou auquel il doit se rapporter sont examinées avec les autres preuves présentées, s'il y a lieu. Après délibérations, le comité qui a tenu l'audience rend sa décision par écrit en y joignant ses motifs.

## Complexité croissante des audiences de la Commission

La tendance récente aux audiences plus longues et plus complexes s'est maintenue au cours du dernier exercice. Il n'en demeure pas moins que la plupart des parties aux audiences de la Commission sont représentées par un avocat et que le temps qui est consacré aux observations et aux arguments juridiques présentés aux audiences a augmenté au cours des dernières années.

L'orientation continue fournie par la Cour d'appel aide la Commission à tenir des audiences équitables pour les personnes qui relèvent de sa compétence. Les décisions d'appel prises au cours du dernier exercice ont réitéré l'obligation de la Commission à tenir des audiences dans des délais raisonnables, surtout dans les cas où des restrictions des libertés sont en cause. Elles énoncent les attentes du tribunal et clarifient le mandat que confère la loi à la Commission; cependant, elles peuvent accroître les obligations imposées à la Commission.

En raison de la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Conway*, la Commission ontarienne d'examen est désormais habilitée à entendre les requêtes et à prendre une décision à l'égard de celles-ci en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés. Dans le passé, les requêtes portant sur les demandes fondées sur la charte ont parfois donné lieu à plusieurs jours d'audience et la Commission continuera de gérer ces audiences potentiellement longues en organisant des conférences préparatoires à l'audience.

Depuis les modifications apportées au *Code criminel* en 2006 et jusqu'à maintenant, il est nécessaire de consacrer plus de temps administratif afin que la Commission respecte sa responsabilité envers les victimes et qu'elle leur fournisse des renseignements sur elle-même. Le nombre de victimes enregistrées dans la base de données de la Commission correspond désormais au nombre de personnes accusées relevant de la compétence de la Commission.

## Nouveaux accusés (non criminellement responsables et inaptes)

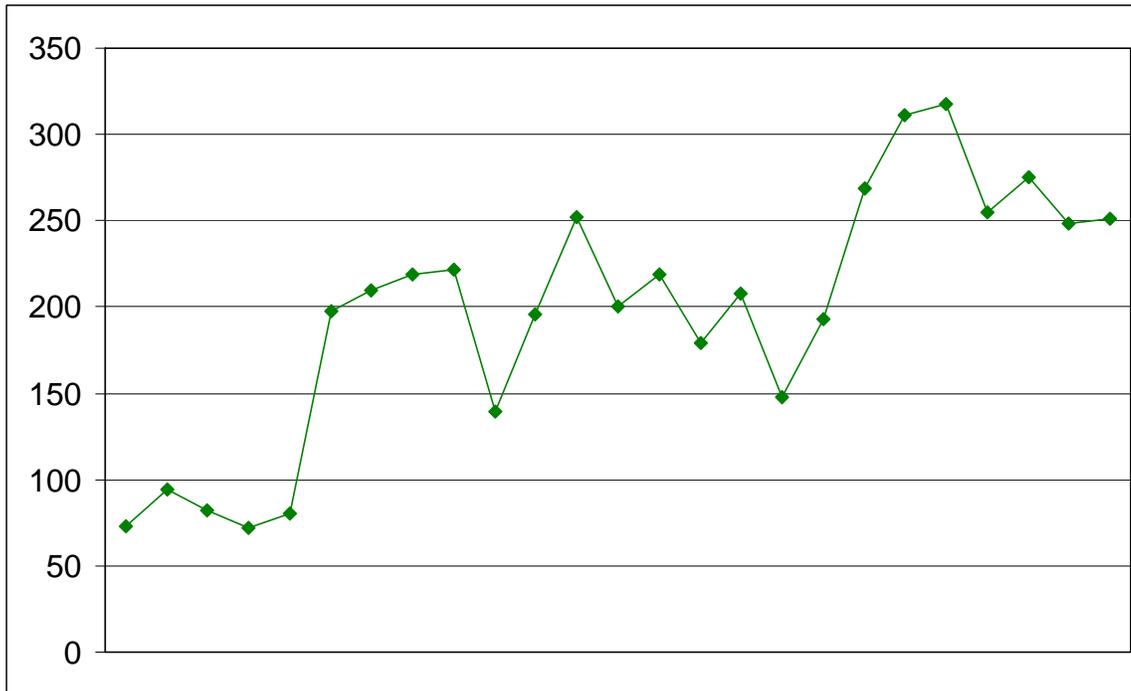


Figure 1 – Nombre de nouveaux accusés par année

## Mesures du rendement et objectifs

Les activités de base de la Commission ontarienne d'examen consistent à tenir des audiences et à rendre des décisions conformément au *Code criminel* dans les délais prescrits, c'est-à-dire 45 ou 90 jours après que le verdict a été rendu et au moins une fois l'an par la suite.

Au cours de l'exercice 2011/2012, les tribunaux ont reconnu 76 accusés inaptes à subir un procès et ont rendu 175 verdicts de non-responsabilité à l'égard d'une infraction criminelle pour cause de troubles mentaux, pour un total de 251 nouveaux accusés relevant de la compétence de la Commission (voir la figure 1).

L'augmentation constante de nouveaux accusés continue d'avoir des conséquences financières importantes sur la Commission ontarienne d'examen. Les audiences initiales relatives à ces accusés entraînent des coûts plus élevés puisqu'elles doivent être prévues de façon ponctuelle et qu'elles nécessitent habituellement des déplacements et de l'hébergement supplémentaires. Les audiences sont tenues là où l'accusé est détenu ou là où il réside. Ces affaires sont généralement entendues individuellement plutôt que d'être groupées avec d'autres dossiers comme le sont les audiences annuelles, car elles doivent être tenues dans les 45 jours suivant le verdict du tribunal. Le manque d'information sur l'état mental de l'accusé ou sur le danger qu'il peut représenter pour la sécurité du public, le cas échéant, entraîne souvent des ajournements. En fait, les modifications apportées au *Code criminel* entrées en vigueur le 30 juin 2006 visent à résoudre ce problème potentiel et des dispositions qui y sont énoncées permettent désormais à la Commission d'ordonner l'évaluation de l'accusé si des preuves supplémentaires sont nécessaires pour rendre une décision.

|           |     |
|-----------|-----|
| 2011-2012 | 251 |
| 2010-2011 | 248 |
| 2009-2010 | 275 |
| 2008-2009 | 255 |
| 2007-2008 | 318 |
| 2006-2007 | 311 |
| 2005-2006 | 269 |
| 2004-2005 | 193 |
| 2003-2004 | 148 |
| 2002-2003 | 208 |
| 2001-2002 | 179 |
| 2000-2001 | 219 |
| 1999-2000 | 200 |
| 1998-1999 | 252 |
| 1997-1998 | 196 |
| 1996-1997 | 239 |
| 1995-1996 | 222 |
| 1994-1995 | 219 |
| 1993-1994 | 210 |
| 1992-1993 | 198 |
| 1991-1992 | 80  |
| 1990-1991 | 72  |
| 1989-1990 | 82  |
| 1988-1989 | 94  |
| 1987-1988 | 73  |

## Nombre d'audiences tenues par année

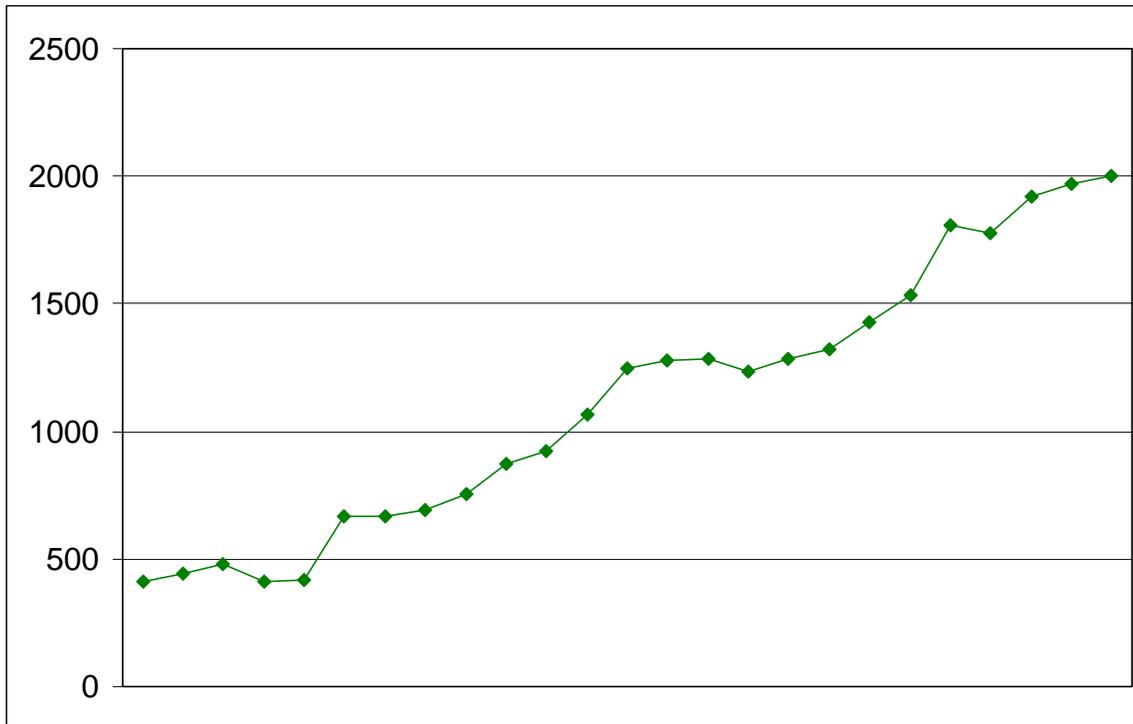


Figure 2 – Nombre d'audiences par année

|           |      |
|-----------|------|
| 2011-2012 | 2004 |
| 2010-2011 | 1972 |
| 2009-2010 | 1920 |
| 2008-2009 | 1775 |
| 2007-2008 | 1805 |
| 2006-2007 | 1534 |
| 2005-2006 | 1430 |
| 2004-2005 | 1319 |
| 2003-2004 | 1282 |
| 2002-2003 | 1233 |
| 2001-2002 | 1283 |
| 2000-2001 | 1280 |
| 1999-2000 | 1248 |
| 1998-1999 | 1065 |
| 1997-1998 | 920  |
| 1996-1997 | 872  |
| 1995-1996 | 753  |
| 1994-1995 | 694  |
| 1993-1994 | 668  |
| 1992-1993 | 670  |
| 1991-1992 | 415  |
| 1990-1991 | 413  |
| 1989-1990 | 482  |
| 1988-1989 | 440  |
| 1987-1988 | 410  |

Après avoir rendu une décision, la Commission ontarienne d'examen doit la réexaminer dans les 12 mois et tous les 12 mois par la suite jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus conclure que l'accusé demeure une menace importante pour la sécurité du public.

Outre les audiences initiales et annuelles, le *Code criminel* prévoit un examen anticipé discrétionnaire qui est effectué à la demande d'une des parties. L'examen anticipé est obligatoire si l'hôpital en fait la demande ou si les privations des libertés de la personne sont resserrées pendant plus de sept jours. Le nombre total de toutes les audiences tenues par la Commission en 2011/2012 est de 2 004 (voir la figure 2).

## Libérations inconditionnelles

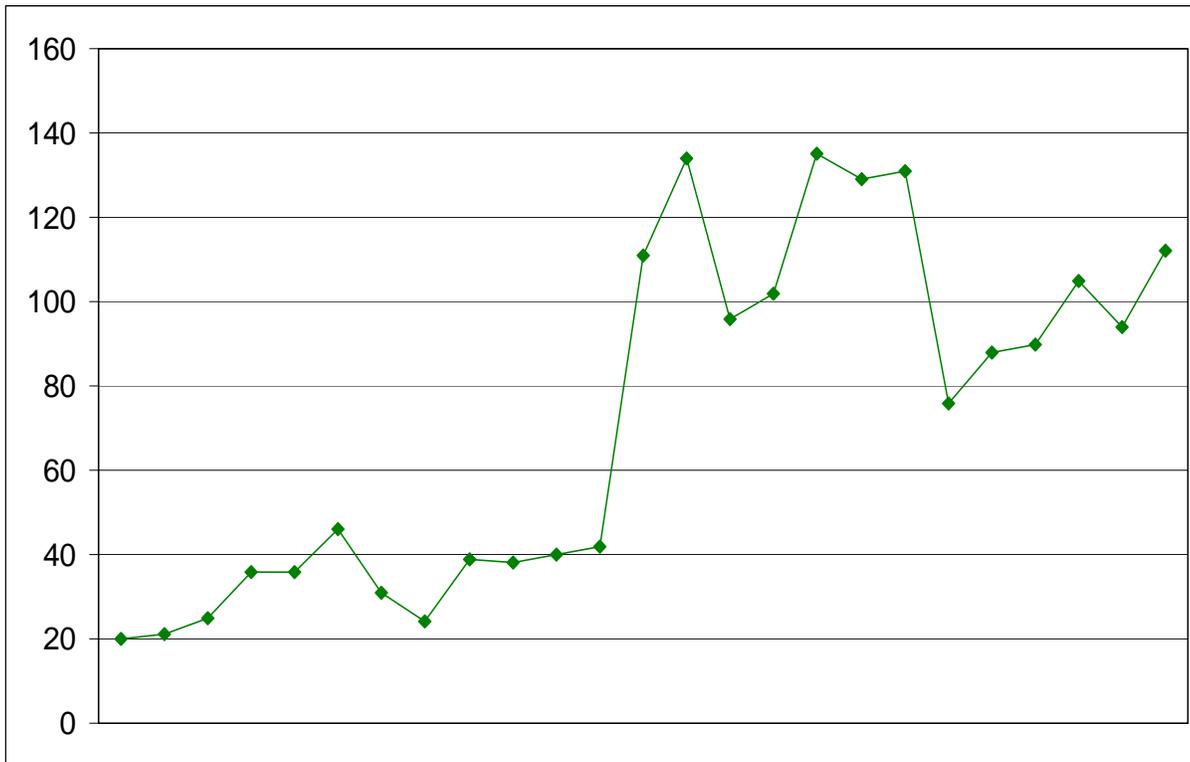


Figure 3 – Libérations inconditionnelles par année

Les accusés jugés non responsables criminellement ou déclarés précédemment non coupables pour cause d'aliénation mentale (NCAM) relèvent de la compétence de la Commission ontarienne d'examen jusqu'à ce qu'ils reçoivent un verdict de libération inconditionnelle de la Commission. En 1999, la décision de la Cour suprême dans l'affaire *Winko* est venue clarifier le critère de libération inconditionnelle, et la Commission a enregistré une importante hausse du nombre de libérations inconditionnelles accordées (voir le graphique 3).

Les accusés jugés inaptes à subir leur procès relèvent de la Commission jusqu'à ce qu'un tribunal les reconnaisse aptes à subir leur procès ou jusqu'à ce que le tribunal accorde une suspension (s'il les considère inaptes de façon permanente, mais qu'ils ne représentent pas de risque important pour la sécurité du public).

|           |     |
|-----------|-----|
| 2011-2012 | 112 |
| 2010-2011 | 94  |
| 2009-2010 | 105 |
| 2008-2009 | 90  |
| 2007-2008 | 88  |
| 2006-2007 | 76  |
| 2005-2006 | 131 |
| 2004-2005 | 129 |
| 2003-2004 | 135 |
| 2002-2003 | 102 |
| 2001-2002 | 96  |
| 2000-2001 | 134 |
| 1999-2000 | 111 |
| 1998-1999 | 42  |
| 1997-1998 | 40  |
| 1996-1997 | 38  |
| 1995-1996 | 39  |
| 1994-1995 | 24  |
| 1993-1994 | 31  |
| 1992-1993 | 46  |
| 1991-1992 | 36  |
| 1990-1991 | 36  |
| 1989-1990 | 25  |
| 1988-1989 | 21  |
| 1987-1988 | 20  |

## Nombre d'accusés relevant de la Commission

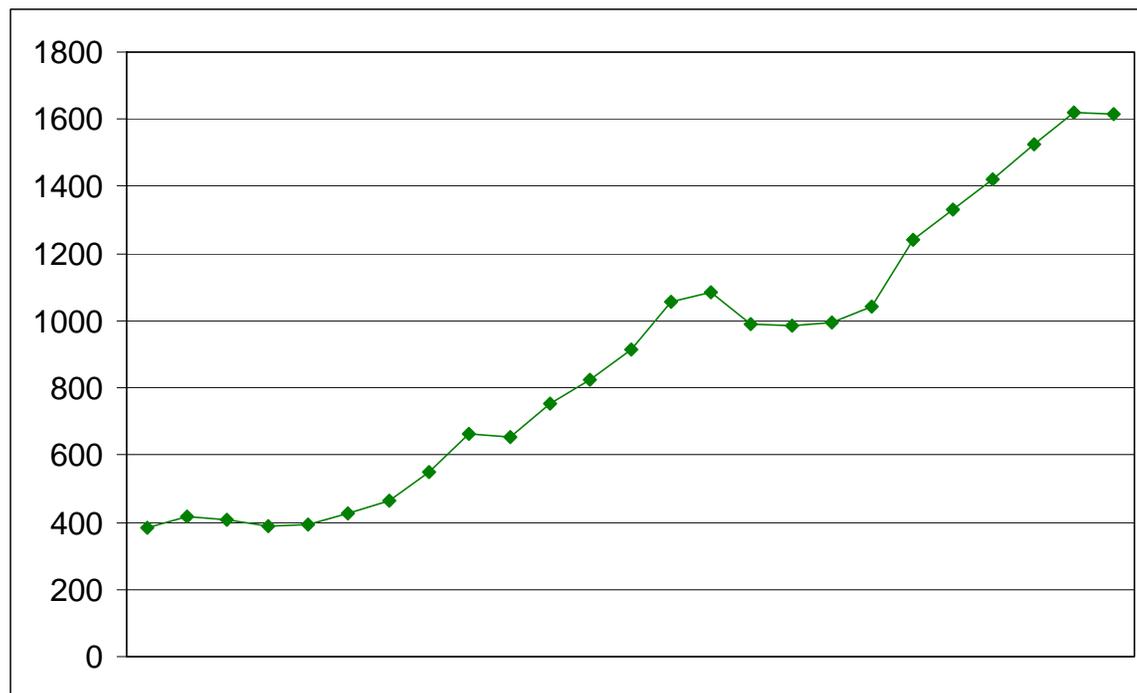


Figure 4 – Nombre d'accusés par année

À la suite de l'affaire *Winko*, le nombre d'accusés qui font leur entrée dans le système et ceux qui en sortent à la suite d'une libération inconditionnelle est davantage équilibré, même si le nombre total d'accusés sous la surveillance de la Commission ontarienne d'examen continue d'augmenter chaque année depuis les dernières années.

Des variables, telles que les modifications apportées au *Code criminel*, les décisions des tribunaux, la variation du nombre d'audiences pour de nouveaux cas et le taux de libération influent sur la charge de travail de la Commission ontarienne d'examen, qui peut varier considérablement d'un mois à l'autre. Dans l'ensemble, la Commission ontarienne d'examen respecte son calendrier exigeant et fournit des services de qualité.

À l'occasion, la Commission dépasse le délai imparti pour une audience, mais cela ne représente qu'un faible pourcentage des audiences inscrites au calendrier. Parmi les raisons d'annulation des audiences, mentionnons :

- l'ajournement à la demande d'une partie;
- l'ajournement visant à recueillir des preuves ou à faire effectuer une évaluation;
- le défaut d'informer la Commission de l'existence d'un nouvel accusé;
- une erreur d'écriture.

La Commission ontarienne d'examen continue à explorer des méthodes en vue d'accroître l'efficacité de ses activités et procédés et de fournir des services de haute qualité.

|           |      |
|-----------|------|
| 2011-2012 | 1617 |
| 2010-2011 | 1622 |
| 2009-2010 | 1527 |
| 2008-2009 | 1419 |
| 2007-2008 | 1330 |
| 2006-2007 | 1241 |
| 2005-2006 | 1044 |
| 2004-2005 | 995  |
| 2003-2004 | 983  |
| 2002-2003 | 991  |
| 2001-2002 | 1086 |
| 2000-2001 | 1055 |
| 1999-2000 | 913  |
| 1998-1999 | 824  |
| 1997-1998 | 754  |
| 1996-1997 | 656  |
| 1995-1996 | 662  |
| 1994-1995 | 550  |
| 1993-1994 | 465  |
| 1992-1993 | 426  |
| 1991-1992 | 391  |
| 1990-1991 | 390  |
| 1989-1990 | 409  |
| 1988-1989 | 416  |
| 1987-1988 | 386  |

## En résumé

Au regard du nombre d'audiences tenues en 2011-2012, il apparaît que la Commission d'examen est continuellement mise au défi de tenir des audiences dans les délais prescrits par la loi tout en fournissant des services de haute qualité.

Chaque année, la Commission parvient, dans la grande majorité des cas, à respecter ces délais, comme ce fut le cas en 2011-2012, tout en intégrant un nombre important de nouveaux accusés à la charge de travail existante.

## Conférences préparatoires à l'audience

En gardant à l'esprit que la complexité croissante des audiences entraîne des coûts plus élevés, la Commission a mis en œuvre un processus des conférences préparatoires aux audiences dans tous les cas où elle ou l'une des parties a établi que l'audience devait durer plus d'une heure et demie. L'année dernière, ce processus a permis à la Commission de maximiser le temps consacré aux audiences d'examen annuel. Un président suppléant expérimenté est chargé de rencontrer tous les avocats afin d'évaluer le temps nécessaire et de définir les problèmes dans le but d'améliorer le processus d'audience. Les conférences préparatoires à l'audience font en sorte que les problèmes soient cernés de façon proactive et que les ressources nécessaires soient affectées aux cas plus complexes. En 2011-2012, la Commission a tenu 45 conférences préparatoires à l'audience.

## Sensibilisation et communication

Conformément à notre engagement de fournir un service et une expertise de haute qualité à la collectivité et aux personnes accusées qui comparaissent devant la Commission, nous sommes restés vigilants en matière de communication aux membres tout au long de l'année quant aux modifications apportées à la loi et à la psychiatrie/psychologie légale. Ces dernières sont souvent distribuées par voie de notes de service ou durant des réunions avec les présidents suppléants et les membres de la profession juridique. Par ailleurs, nos séminaires annuels de formation abordent des sujets d'actualité liés à médecine légale et visent à mieux renseigner nos membres sur les plus récentes preuves et pratiques dans ce domaine.

En dernier lieu, nous communiquons avec les tribunaux, nous les consultons sur des questions qui peuvent surgir lorsqu'une personne accusée est déclarée non criminellement responsable ou inapte et nous maintenons un dialogue continu avec les tribunaux afin d'améliorer le respect des délais et la qualité des services fournis à la collectivité et aux personnes accusées qui relèvent de notre compétence.

La Commission apprécie l'aide des tribunaux et du ministère qui lui permet d'atteindre ces objectifs. Nous sommes impatients de faire rapport de nos réalisations l'année prochaine.

## Membres de la Commission

| Membre   | Nomination initiale       | Expiration du mandat actuel |
|--|---------------------------|-----------------------------|
| <b>Président</b>   |                           |                             |
| L'honorable D. H. Carruthers, c.r.                                   | 11 septembre 1996         | 10 mars 2012                |
| <b>Présidents suppléants (et membres de la profession juridique)</b> |                           |                             |
| M <sup>e</sup> P. Band*  | 24 mars 2010              | 23 mars 2015                |
| M <sup>e</sup> L. Banks  | 20 octobre 2010           | 19 octobre 2012             |
| D <sup>r</sup> H. Bloom  | 25 janvier 1990           | 30 septembre 2012           |
| M <sup>e</sup> R. J. Braudo  | 21 août 2001              | 20 août 2012                |
| L'honorable J. W. Brooke, c.r.                                       | 8 décembre 1999           | 7 décembre 2013             |
| D <sup>r</sup> B. T. Butler  | 1 <sup>er</sup> mars 1983 | 29 février 2012             |
| M <sup>e</sup> J. J. D. Burnside                                     | 4 mai 2005                | 3 mai 2013                  |
| M <sup>e</sup> Kathryn Chalmers                                      | 20 octobre 2010           | 19 octobre 2012             |
| M <sup>e</sup> K. Chown  | 8 avril 2009              | 7 avril 2014                |
| M <sup>e</sup> R. G. Coates  | 7 février 2007            | 6 février 2017              |
| L'honorable D. Coo   | 11 avril 2006             | 10 avril 2014               |
| M <sup>e</sup> W. B. Donaldson                                       | 25 juin 2003              | 24 juin 2014                |
| L'honorable W. R. Dupont, c.r.                                       | 2 décembre 1999           | 16 mai 2013                 |
| M <sup>e</sup> M. A. Finkelstein                                     | 5 janvier 2006            | 4 janvier 2014              |
| M <sup>e</sup> C. Fromstein  | 25 août 2004              | 24 août 2012                |
| M <sup>e</sup> J. Goldenberg   | 3 novembre 2004           | 6 novembre 2012             |
| L'honorable G. Y. Goulard, c.r.                                      | 30 juin 2000              | 21 juin 2014                |
| L'honorable J. D. Greco  | 4 décembre 2002           | 14 février 2014             |
| M <sup>e</sup> R. Grinberg   | 11 avril 2006             | 10 avril 2014               |
| L'honorable E. P. Hartt  | 29 novembre 2000          | 31 mars 2012                |
| M <sup>e</sup> J. Holding, c.r.                                      | 5 juillet 2007            | 22 juillet 2016             |
| M <sup>e</sup> S. Kert   | 29 avril 1999             | 28 avril 2013               |
| L'honorable J. M. Labrosse   | 14 mai 1997               | 13 mai 2014                 |
| M <sup>e</sup> Michèle Labrosse*                                     | 3 novembre 2009           | 2 novembre 2014             |
| M <sup>e</sup> S. E. Lavine  | 4 décembre 2002           | 3 décembre 2013             |
| M <sup>e</sup> J. A. Leiper  | 2 avril 2008              | 1 <sup>er</sup> avril 2013  |
| M <sup>e</sup> C. Lewis, c.r.  | 1 <sup>er</sup> juin 2005 | 31 mai 2013                 |
| M <sup>e</sup> R. Linton   | 27 juin 2007              | 26 juin 2016                |
| L'honorable H. R. Locke  | 21 octobre 1998           | 6 novembre 2012             |
| M <sup>e</sup> C. MacDonald  | 25 mars 2009              | 24 mars 2014                |
| M <sup>e</sup> C. M. MacIntyre, c.r.*                                | 18 février 2004           | 17 février 2012             |
| M <sup>e</sup> T. J. Madison   | 20 juin 2007              | 19 juin 2016                |
| L'honorable juge D. J. McCombs                                       | 27 février 2008           | 26 février 2013             |
| L'honorable N. D. McRae, c.r.  | 8 août 2005               | 7 août 2013                 |
| M <sup>e</sup> W. Miller   | 30 septembre 2009         | 29 septembre 2012           |
| M <sup>e</sup> J. Munn   | 8 avril 2009              | 7 avril 2014                |
| M <sup>e</sup> P. J. Murphy  | 18 avril 2007             | 17 avril 2012               |
| M <sup>e</sup> J. A. Neuberger                                       | 19 juin 2002              | 20 février 2014             |
| L'honorable J. G. J. O'Driscoll*                                     | 29 novembre 2006          | 28 novembre 2016            |
| L'honorable D. F. O'Leary, c.r.                                      | 21 novembre 2001          | 12 janvier 2013             |
| M <sup>e</sup> M. S. G. Peeris                                       | 6 février 2002            | 22 mars 2013                |
| M <sup>e</sup> E. J. Polak   | 17 juin 2009              | 16 juin 2014                |

\* En vertu du Règlement de l'Ontario 88/11 pris en application de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, les membres avaient été nommés à nouveau à l'aide d'un formulaire de dérogation automatique.

| Membre                           | Nomination initiale | Expiration du mandat actuel |
|----------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| L'honorable juge R. D. Schneider | 18 mars 1993        | 12 juin 2017                |
| L'honorable juge J. C. L. Scime  | 5 janvier 2006      | 4 janvier 2014              |
| M <sup>e</sup> A. E. Spafford    | 4 juillet 2001      | 3 juillet 2012              |
| M <sup>e</sup> L. Stam           | 6 mai 2009          | 5 mai 2014                  |
| M <sup>e</sup> R. Steinberg      | 15 juillet 2005     | 14 juillet 2013             |
| M <sup>e</sup> L. Stoyka         | 25 mars 2009        | 24 mars 2014                |
| M <sup>e</sup> J. A. S. Wilcox   | 2 décembre 1998     | 6 mars 2012                 |
| M <sup>e</sup> F. Yaskiel        | 11 avril 2006       | 10 avril 2014               |
| L'honorable T. G. Zuber, c.r.    | 21 décembre 2001    | 12 janvier 2013             |

### Membres de la profession juridique

|                                  |                  |                            |
|----------------------------------|------------------|----------------------------|
| L'honorable J. D. Carnwath, c.r. | 18 février 2009  | 17 février 2014            |
| L'honorable juge Frank Caputo    | 17 novembre 2010 | 16 novembre 2012           |
| L'honorable juge R. DelFrate*    | 13 janvier 2010  | 12 janvier 2012            |
| M <sup>e</sup> H. Dhillon        | 5 novembre 2008  | 4 novembre 2013            |
| L'honorable juge T. Dunnet*      | 17 février 2010  | 16 février 2012            |
| L'honorable juge J. Elder        | 6 mai 2009       | 5 mai 2011                 |
| M <sup>e</sup> D. Murphy         | 2 avril 2008     | 1 <sup>er</sup> avril 2013 |
| M <sup>e</sup> J. E. Ross        | 11 mai 2005      | 10 mai 2013                |
| M <sup>e</sup> James Wepler      | 3 novembre 2010  | 2 novembre 2012            |
| M <sup>e</sup> B. E. Wexler      | 20 juin 2007     | 22 juin 2011               |
| M <sup>e</sup> S. Wilks          | 4 mai 2005       | 3 mai 2013                 |

### Psychiatres

|                                   |                              |                   |
|-----------------------------------|------------------------------|-------------------|
| D <sup>r</sup> A. G. Ahmed        | 25 août 2004                 | 24 août 2012      |
| D <sup>r</sup> R. M. Andreychuk*  | 21 mars 2007                 | 20 mars 2017      |
| D <sup>r</sup> G. Azadian         | 3 septembre 2008             | 2 septembre 2013  |
| D <sup>r</sup> R. B. Balmaceda    | 21 octobre 1998              | 6 novembre 2012   |
| D <sup>r</sup> M. H. Ben-Aron*    | 4 octobre 2000               | 13 décembre 2016  |
| D <sup>r</sup> R.F. Billings*     | 1 <sup>er</sup> mars 1988    | 28 février 2013   |
| D <sup>r</sup> B. Bordoff         | 31 juillet 2001              | 30 juillet 2012   |
| D <sup>re</sup> D. Bourget        | 28 mai 1997                  | 27 mai 2014       |
| D <sup>r</sup> J. M. W. Bradford  | 1 <sup>er</sup> février 1984 | 28 février 2017   |
| D <sup>r</sup> D. H. Braden       | 20 juin 2007                 | 19 juin 2016      |
| D <sup>r</sup> R. Buckingham*     | 12 juin 1992                 | 28 février 2017   |
| D <sup>r</sup> D. S. Byers*       | 1 <sup>er</sup> mars 1983    | 28 février 2017   |
| D <sup>r</sup> L. E. Cappe        | 24 août 1998                 | 23 août 2012      |
| D <sup>r</sup> G. A. Chaimowitz   | 4 décembre 1996              | 6 novembre 2012   |
| D <sup>r</sup> R. D. Chandrasena* | 6 décembre 2000              | 3 février 2017    |
| D <sup>re</sup> S. Chatterjee     | 19 juillet 2007              | 18 juillet 2016   |
| D <sup>r</sup> P. E. Cook         | 29 mai 2002                  | 21 décembre 2013  |
| D <sup>r</sup> A. Côté*           | 30 novembre 1989             | 28 février 2017   |
| D <sup>re</sup> I. Côté           | 13 juin 2001                 | 12 juin 2017      |
| D <sup>re</sup> S. A. Darani      | 15 septembre 2010            | 14 septembre 2012 |
| D <sup>r</sup> P. L. Darby*       | 12 juin 1992                 | 28 février 2017   |
| D <sup>re</sup> K. D. DeFreitas   | 13 janvier 2005              | 12 janvier 2013   |
| D <sup>r</sup> J. Ellis           | 21 octobre 1998              | 20 novembre 2012  |
| D <sup>r</sup> L. Faucher         | 27 février 2008              | 26 février 2013   |

\* En vertu du Règlement de l'Ontario 88/11 pris en application de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, les membres avaient été nommés à nouveau à l'aide d'un formulaire de dérogation automatique.

| Membre                            | Nomination initiale       | Expiration du mandat actuel   |
|-----------------------------------|---------------------------|-------------------------------|
| D <sup>r</sup> J. P. Fedoroff     | 17 octobre 2001           | 6 novembre 2012               |
| D <sup>r</sup> J. C. Ferencz      | 4 décembre 1996           | 27 novembre 2012              |
| D <sup>r</sup> F. W. Furlong      | 4 octobre 2000            | 3 octobre 2014                |
| D <sup>r</sup> D. A. Galbraith*   | 3 novembre 1994           | 3 février 2017                |
| D <sup>r</sup> G. D. Glancy       | 1 <sup>er</sup> mars 1988 | 28 février 2017               |
| D <sup>r</sup> J. A. C. Gojer     | 21 octobre 1998           | 30 novembre 2012              |
| D <sup>re</sup> K. Hand           | 3 novembre 2010           | 2 novembre 2012               |
| D <sup>r</sup> G. A. Heasman      | 18 juin 1997              | 17 juin 2014                  |
| D <sup>r</sup> R. I. Hector       | 20 mars 2002              | 3 mai 2013                    |
| D <sup>r</sup> R. W. Hill*        | 15 décembre 2004          | 14 décembre 2016              |
| D <sup>r</sup> S. J. Hucker       | 11 décembre 1996          | 1 <sup>er</sup> février 2013  |
| D <sup>r</sup> I. Jacques*        | 28 avril 2010             | 27 avril 2015                 |
| D <sup>r</sup> W. Johnston        | 2 avril 2008              | 1 <sup>er</sup> avril 2013    |
| D <sup>re</sup> A. D. Jones       | 6 octobre 1999            | 1 <sup>er</sup> novembre 2013 |
| D <sup>r</sup> P. F. Kelly        | 30 décembre 1999          | 29 décembre 2013              |
| D <sup>r</sup> E. Kingstone*      | 13 janvier 1995           | 17 avril 2017                 |
| D <sup>r</sup> P. E. Klassen      | 13 octobre 1999           | 12 octobre 2013               |
| D <sup>r</sup> A. Kolodziej       | 21 août 2003              | 4 octobre 2012                |
| D <sup>r</sup> W. J. Komer        | 5 février 1997            | 2 mai 2014                    |
| D <sup>r</sup> R. Kunjukrishnan   | 4 décembre 1996           | 27 novembre 2012              |
| D <sup>r</sup> S. Lessard         | 27 février 2008           | 26 février 2013               |
| D <sup>re</sup> M. Marshall       | 27 juin 2007              | 26 juin 2016                  |
| D <sup>r</sup> A. McDonald        | 24 août 1998              | 23 août 2012                  |
| D <sup>re</sup> M. Naidu          | 22 avril 2009             | 21 avril 2011                 |
| D <sup>r</sup> P. D. Norris       | 9 octobre 2002            | 17 janvier 2014               |
| D <sup>r</sup> D. Pallandi        | 1 <sup>er</sup> mars 2006 | 28 février 2014               |
| D <sup>r</sup> E. R. Pohlman*     | 1 <sup>er</sup> mars 1988 | 28 février 2013               |
| D <sup>r</sup> M. V. A. Prakash   | 24 août 1998              | 23 août 2012                  |
| D <sup>r</sup> P. J. Prendergast* | 12 juin 1992              | 29 février 2017               |
| D <sup>r</sup> Q. A. Rae-Grant    | 20 avril 1994             | 19 avril 2013                 |
| D <sup>re</sup> L. Ramshaw*       | 9 décembre 2009           | 8 décembre 2014               |
| D <sup>r</sup> J. Rootenberg      | 22 juin 2006              | 21 juin 2014                  |
| D <sup>re</sup> A. Seif           | 27 juin 2007              | 26 juin 2016                  |
| D <sup>r</sup> R. R. B. Sheppard  | 11 décembre 1996          | 27 novembre 2012              |
| D <sup>r</sup> G. S. Sidhu        | 7 décembre 1994           | 31 mai 2013                   |
| D <sup>r</sup> W. R. Surphlis     | 30 mars 1999              | 19 avril 2013                 |
| D <sup>r</sup> S. Swaminath       | 8 décembre 1993           | 19 avril 2013                 |
| D <sup>r</sup> Z. Waisman*        | 15 janvier 2007           | 14 janvier 2017               |
| D <sup>re</sup> T. Wilkie         | 22 avril 2009             | 21 avril 2014                 |
| <b>Psychologues</b>               |                           |                               |
| M. R. B. Cormier                  | 2 décembre 1998           | 27 novembre 2012              |
| M. P. Firestone                   | 9 octobre 2002            | 17 octobre 2013               |
| M. J. Freedman                    | 22 octobre 2009           | 21 octobre 2012               |
| M. G. B. Jones                    | 31 mars 2000              | 30 mars 2014                  |
| M <sup>me</sup> C. Lee            | 12 août 2009              | 11 août 2014                  |
| M <sup>me</sup> L. O. Lightfoot   | 20 novembre 1992          | 3 février 2017                |
| M. L. C. Litman*                  | 25 février 1998           | 24 février 2017               |

\* En vertu du Règlement de l'Ontario 88/11 pris en application de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, les membres avaient été nommés à nouveau à l'aide d'un formulaire de dérogation automatique.

| Membre                              | Nomination initiale           | Expiration du mandat actuel |
|-------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| M. W. Loza                          | 5 juillet 2007                | 4 juillet 2016              |
| M <sup>me</sup> M. Mamak            | 27 janvier 2005               | 26 janvier 2013             |
| M <sup>me</sup> G. Nexhipi          | 20 mars 2002                  | 19 avril 2013               |
| M. D. Nussbaum*                     | 3 décembre 1997               | 23 mars 2017                |
| M. N. Pollock                       | 3 novembre 1994               | 3 février 2017              |
| M. D. J. Simourd                    | 1 <sup>er</sup> décembre 2004 | 20 novembre 2012            |
| M. S. Southmayd                     | 24 septembre 2008             | 23 septembre 2013           |
| M. G. M. Turrall*                   | 24 février 1993               | 29 février 2017             |
| M. C. D. Webster                    | 13 décembre 2000              | 23 mars 2017                |
| M. S. E. Wiseman                    | 25 août 2004                  | 24 août 2012                |
| M. P. N. Wright                     | 24 août 1998                  | 23 août 2012                |
| <b>Membres du public</b>            |                               |                             |
| M. S. Auty                          | 29 septembre 2010             | 28 septembre 2012           |
| M <sup>me</sup> N. Boivin           | 11 mars 2009                  | 10 mars 2014                |
| M. A. H. Chahbar                    | 18 avril 2007                 | 17 avril 2013               |
| M <sup>me</sup> M. M. Dow           | 6 février 2002                | 5 février 2013              |
| M. T. Elek*                         | 16 mai 2007                   | 15 mai 2017                 |
| M. W. Gee                           | 31 janvier 2008               | 30 janvier 2013             |
| Rév. W. A. Jupp*                    | 2 mai 2007                    | 1 <sup>er</sup> mai 2017    |
| M <sup>me</sup> N. Lemieux-McKinnon | 15 juillet 2005               | 14 juillet 2013             |
| M <sup>me</sup> C. E. Little        | 7 décembre 2005               | 6 décembre 2013             |
| M <sup>me</sup> M. Linton           | 5 octobre 2005                | 4 octobre 2013              |
| M <sup>me</sup> L. L. Q. Lum        | 19 novembre 1997              | 31 mars 2013                |
| M. Y. Mahdavi                       | 15 juillet 2005               | 14 juillet 2013             |
| M <sup>me</sup> K. A. Maharaj*      | 21 mars 2007                  | 20 mars 2017                |
| M <sup>me</sup> R. MacIntyre        | 13 janvier 2005               | 12 janvier 2013             |
| M <sup>me</sup> C. McGrath          | 25 mars 2009                  | 24 mars 2014                |
| M <sup>me</sup> L. Montgomery       | 8 avril 2009                  | 7 avril 2014                |
| M <sup>me</sup> B. Murray           | 20 octobre 2010               | 19 octobre 2012             |
| M. A. Okon                          | 20 avril 2005                 | 19 avril 2013               |
| M <sup>me</sup> D. M. Ormston       | 17 mai 1999                   | 2 février 2014              |
| M. P. Poirier                       | 28 juin 2007                  | 27 juin 2016                |
| M <sup>me</sup> J. J. Roy           | 16 décembre 1998              | 1 <sup>er</sup> mars 2013   |
| M. P. Schur                         | 30 mai 2006                   | 29 mai 2014                 |
| M <sup>me</sup> B. C. Snowdon       | 17 octobre 2001               | 6 novembre 2012             |
| M <sup>me</sup> L. Steadman         | 21 décembre 2004              | 20 décembre 2014            |
| M. K. Turner*                       | 15 janvier 2007               | 14 janvier 2017             |
| M <sup>me</sup> D. M. Winkler       | 12 mai 2004                   | 11 mai 2017                 |

\* En vertu du Règlement de l'Ontario 88/11 pris en application de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, les membres avaient été nommés à nouveau à l'aide d'un formulaire de dérogation automatique.

## Personnel de la Commission

*Jusqu'au 31 mars 2012*

| Nom  | Titre  |
|--|--|
| L'honorable Douglas H. Carruthers,<br>c.r. | Président  |
| Joe Wright                                 | Avocat   |
| Angie Baggetta                             | Registrateure et chef de service                       |
| Jackie Popovski                            | Adjointe de direction                                  |
| Sheila McDermott                           | Registrateure adjointe                                 |
| Manny Tan                                  | Administrateur des ordonnances de la Commission        |
| Sewranie Narine                            | Administratrice des ordonnances de la Commission       |
| Amsale Mamo                                | Administrateur des ordonnances de la Commission        |
| Radica Roopsingh                           | Coordonnatrice des cas                                 |
| Puja Karia                                 | Coordonnateur des cas                                  |
| Carolyn Cook                               | Coordonnatrice des cas                                 |
| Amanda Rekenye                             | Coordonnatrice des cas                                 |
| Rhea Duketovsky                            | Coordonnatrice de la distribution des documents        |
| Antonia Virzi                              | Commis à la distribution et à la gestion des documents |
| Olga Lenskaia                              | Coordonnatrice des services opérationnels              |
| Alisha McKendrick                          | Adjointe administrative et financière                  |
| Sophie Goldenberg                          | Réceptionniste-secrétaire bilingue                     |
| Fran Bolton                                | Secrétaire du président/de l'avocat                    |
| John Smith                                 | Agent des systèmes                                     |

## Information financière

### Dépenses par compte type, 2011- 2012

| Description                  | Affectation      | Dépenses         | Excédent/<br>(déficit) |
|------------------------------|------------------|------------------|------------------------|
| Salaires et traitements      | 855 100          | 1 205 766        | -350 666               |
| Avantages sociaux            | 99 100           | 169 159          | -70 059                |
| Transports et communications | 527 800          | 782 265          | -254 465               |
| Services                     | 2 436 800        | 4 913 194        | -2 476 394             |
| Fournitures et matériel      | 56 600           | 50 914           | 5 666                  |
| <b>Total</b>                 | <b>3 975 400</b> | <b>7 121 298</b> | <b>-3 145 898</b>      |

### Dépenses par fonction

| Fonction                                | Dépenses         |
|---|------------------|
| Salaires et traitements                 | 1 205 766        |
| Avantages sociaux                       | 169 159          |
| Administration et soutien aux audiences | 205 104          |
| Audiences annuelles                     | 3 030 431        |
| Audiences initiales                     | 1 748 418        |
| Formation                               | 295 073          |
| Activités de nature judiciaire          | 238 569          |
| Systèmes informatiques                  | 62 078           |
| Hébergement                             | 166 700          |
| <b>Total</b>                            | <b>7 121 298</b> |

Autres dépenses de fonctionnement directes  
(hors salaires, traitements et hébergement)

